

# L'AVENIR DU SOCIALISME AU SENEGAL

Draft par Sams Dine SY , 2003

(diffusion soumise à l'accord de l'auteur)

## Introduction

Les Sénégalais sont frappés par les événements qui, depuis une décennie rythment la vie du pays et spécialement par la multiplication des situations d'urgence à la suite de conflit, de crise ou des catastrophes. C'est d'abord une série d'avertissement sans frais ou à frais limité, même s'ils ont engendré des traumatismes : crise sénégal-mauritanienne, rupture des relations avec les bailleurs de fonds, dévaluation du FCFA, black-out de la Senelec, explosion à la Sonacos, crise sénégal-guinéenne (Bissau), violences politiques et autres émeutes urbaines plus ou moins téléguidées.

Avec le début des années 2000, on assiste une nouvelle série d'événements : crise avec les pays voisins et avec la Côte d'Ivoire, violences en Casamance, affaire des audits, intempéries climatiques, déficit pluviométrique, dysfonctionnements de la Senelec et de la filière arachidière qui témoignent du contexte régional et national de mal gouvernance (pauvreté, précarité, conflits, corruption, coups d'Etat, faible participation des citoyens. Pour couronner le tout, la tragédie du Joola qui met à nu un ensemble de défaillances dans tout le système tactique, stratégique et politique sénégalais. Le naufrage du Joola révèle toute l'ampleur de la crise de l'Etat et son impuissance à assister des personnes en danger. L'incapacité des pouvoirs publics à ouvrir une information judiciaire, alors que près de 2000 personnes sont mortes laisse un sentiment de perte de légitimité. Alors que les intérêts vitaux de la nation sont en jeu, on découvre l'inutilité des dirigeants politiques. Le monde entier a pu observer à quel point l'architecture institutionnelle était vulnérable.

A la suite de Montesquieu, on peut dire que "si le naufrage du Joola a pu provoquer un retentissement immense dans la société, c'est que des conditions générales existaient qui lui ont donné sa force de déstabilisation". Parmi ces conditions figurent sans aucun doute le dépérissement de l'Etat socialiste. Le fait que le parti socialiste ait perdu les élections présidentielles après quarante ans de règne, a sans doute quelque chose à voir avec la perte par l'Etat du Sénégal d'un navire aussi chargé de symboles que de passagers. Tel devrait être le principal angle d'attaque de prospective du socialisme au Sénégal dans un monde incertain depuis qu'il est entré dans l'âge du terrorisme et de guerre préventive. Cette question devra, cependant être abordée dans une perspective multidimensionnelle, compte tenu de l'existence de liens étroits entre les facteurs qui sont à l'origine de la crise qui affecte le socialisme, l'économie nationale et l'Etat du Sénégal.

Il convient d'abord de noter que cette chronique d'événement a commencé au milieu des années 80 alors que le socialisme d'Etat était à son apogée au Sénégal. Elle s'est amplifiée, une fois que le pouvoir en place depuis 1980 a été défait par les urnes, sans pour autant que se mettent en place les instruments efficaces de régulation des marchés et de gestion des risques sociaux.

L'apparition de cette chronique d'événements est survenue dans un contexte économique et politique particulier qui présente les caractéristiques suivantes :

- ↳ durant la période 1996-2001, le Sénégal a connu l'un des plus longs épisodes de croissance enregistrés en Afrique depuis le milieu des années 80. Cet épisode contraste avec le précédent (1970-98) marqué par une croissance négative (- 0,4%). Mais à l'instar de qui se passe dans plusieurs pays africains, cet épisode se solde déjà par un échec avec la contre performance de 2002 et celle qui s'annonce pour 2003.

- ↘ le Sénégal a aussi connu durant cette même période une forte progression des inégalités, de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté est passé de 30 à 60% entre le début et la fin des années 90. L'essentiel des forces vives de la nation, - femmes, jeunes et ruraux est touché.

Cette chronique d'événement s'est affirmée enfin parallèlement à la poussée néo-libérale au Sénégal, y produisant les mêmes effets qu'ailleurs. D'ailleurs, la dérive du Sénégal vers le néo-libéralisme aurait pu rester imperceptible, s'il n'y avait pas eu cette situation de crise économique, de catastrophes à répétition et de conflits endémiques pour nous révéler que la caractéristique principale est d'être une pathologie d'un Etat bureaucratique et répressif soumis à une double pression :

- ↘ Pression des bailleurs de fonds en faveur de la réforme par l'ouverture à la concurrence dans la production des biens et services publics (eau, électricité, communication, éducation, santé, protection sociale et de l'environnement) et la libéralisation des prix et des filières protégées (agricoles et industrielles). Le déclin de l'aide extérieure publique et le rôle croissant des IFIs dans la détermination des priorités se sont traduits par la mise entre parenthèse de l'Etat social, d'où le retentissement des slogans "Etat modeste, Etat moderne", "mieux d'Etat et moins d'Etat".
- ↘ Pression des "forces de conservation" pour reprendre l'expression de Bourdieu opposées aux réformes en faveur d'une centralisation du pouvoir, afin de contenir les déséquilibres induits par la multiplication des centres de prises de décision et de concertation (bailleurs de fonds, régions, acteurs sociaux et économiques) et de neutraliser les groupes favorables aux réformes. On a même parlé d'une intransigeance du pouvoir face à l'opposition externe et à la dissidence interne au parti au pouvoir et qui serait à l'origine de l'éclatement de la famille socialiste, de l'impasse politique qui a conduit à une élection présidentielle à deux tours, puis à la perte des élections présidentielles.

C'est sur cette toile de fonds que se tient le débat sur l'avenir du socialisme, dominé par deux thèses qui s'affrontent :

- ↘ L'alternance, a mis entre parenthèse le système socialiste au Sénégal au profit d'un système néo-libérale.
- ↘ L'empreinte de la tradition socialiste sur le Sénégal a créé un effet de sentier dont le poids et l'impact autorise le retour du socialisme rénové après une phase transitoire caractérisée par la mise en place d'une économie de marché, la consolidation de la démocratie et la rénovation de l'Etat

## **Le socialisme et le libéralisme**

Le socialisme a pu avoir diverses significations. Il peut être défini comme une tendance intellectuelle basée sur la critique de la société bourgeoise en formation. Il apparaît aussi comme l'expression d'un mouvement politique et social ayant pour objectif la réalisation de réformes, l'acquisition d'une position d'influence ou le pouvoir. Il est surtout considéré comme un système économique et social idéal destiné à remplacer et à surmonter le capitalisme et ce qui était perçu comme ses défauts. Les systèmes socialistes sont apparus au cours du XX siècle et ont disparu avec le lui.

Le déclin du socialisme n'est pas spécifique au Sénégal. Le débat fait rage tant dans le monde occidental (Europe, Etats-Unis) qu'ailleurs (Afrique, Amérique Latine). La controverse porte sur l'avenir de la pensée sociale dans un contexte de mondialisation et de multiculturalisme. Elle porte aussi sur la capacité du socialisme démocratique à sortir de sa crise remplacer l'économie néo-libérale afin de prendre en charge ou à accompagner les transformations sociales, surtout dans les pays africains qui cherchent à émerger après du conflit à la fois

multi-séculaire et asymétrique qui leur a été imposé par le monde occidental. Le déclin du courant socialiste vers la fin des années 90, a été consacré par l'avènement de l'alternance politique en 2002. Mais l'éclatement du Parti socialiste en plusieurs entités se réclamant d'une stratégie de refondation socialiste ou de rénovation réformiste ou d'autres variantes avait commencé bien avant, créant ainsi les conditions de l'alternance par un jeu et un retournement d'alliance dont on n'a pas encore fini d'analyser les tenants et les aboutissants.

Depuis l'effondrement du Mur de Berlin divers travaux ont été consacrés à la question de l'avenir du socialisme et du libéralisme. S. Amin a introduit la problématique, dès 1991 à l'occasion d'un atelier tenu à Dakar, sur le même thème et à travers divers ouvrages parus entre temps. Dans le dernier en date, il s'être livré à un effort de déconstruction de la vision "libérale" de la société et mis à nu les fondements idéologiques et parathéoriques du libéralisme ainsi que les conséquences à savoir la guerre permanente au Sud et l'américanisation du monde. Ensuite, il montre comment l'Europe, le Sud et les peuples sont sommés de relever le défi du libéralisme et de libérer le monde du virus libéral.

Cette analyse s'appuie sur une **première thèse**, ancienne, développée depuis deux siècles sur la base des fondements théoriques solidement établis par des précurseurs. Elle s'articule sur la permanence d'un effet de sentier emprunté par les pays ayant expérimentés le socialisme et l'irréversibilité du processus en dépit de quelque retour en arrière et autre changement de trajectoire qui ne seraient que le produit de contradictions et de conflits inhérents à l'épuisement du modèle d'accumulation. La chute du Mur de Berlin ne signifie nullement la fin de l'histoire. Selon cette thèse généralement soutenue par les scientifiques des conditions sociales, le conflit historique entre le socialisme et le néolibéralisme, ne s'achève pas avec l'effondrement du bloc soviétique et l'américanisation du monde. Il prend d'autres formes et se nourrit d'autres conflits comme le choc de civilisations, ou la guerre contre le Sud. A l'occasion de la parution des Mélanges qui lui ont été consacrés cette question a été explorée dans ses diverses facettes autour d'une hypothèse portant sur l'émergence d'une pensée sociale critique pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Une **deuxième thèse** popularisée divers auteurs repose sur l'idée de convergence des modèles socialiste et libéral autour du concept de démocratie de/par le marché. C'est la thèse de la perte de l'influence des idéologies totalitaires comme le communisme au profit de la pensée unique libérale pouvant admettre une variante socio-libérale et une variante social- démocrate et se traduire éventuellement par diverses conceptions du capitalisme (américain et européen), de l'Etat, de la gouvernance. Selon cette thèse que soutiennent les économistes libéraux (ou encore économistes du présent), au fur et à mesure que la mondialisation progresse et se traduit par l'amélioration du niveau des populations qui en étaient jusqu'ici exclues, le déclin de l'idéologie socialiste devient irréversible. Elle servira de refuge à des sociétés retribalisées ou fragmentées sur une base ethnoreligieuse qui pourront survivre tant qu'elles ne constituent pas une menace, dans quel cas elles sont qualifiées de terroristes contre lesquelles il convient de mener une guerre préventive.

Ces deux thèses sont manifestement incompatibles, ce qui amène à se poser la question de leur pertinence, de leur cohérence interne et de leur caractère exclusif. Plusieurs faits et analyses conduisent cependant à nuancer le caractère tranché de cette opposition : la diversité des trajectoires empruntées par les pays d'Europe centrale et orientale, la percée du mouvement social mondial, les débats entre approches affirmatives et approche transformatrices, les analyses portant sur l'échec des socialistes français et africains et la mise en œuvre d'un projet rénovateur en Grande Bretagne et dans les pays scandinaves.

Des débats, il ressort un certain nombre d'éléments qu'il importe d'avoir présent à l'esprit, dans toute tentative de dynamisation du projet socialiste :

- ↘ Nécessité de renouveler la réflexion sur la démocratie à l'échelle locale, nationale et mondiale par l'analyse des transformations post-communistes et post-socialistes depuis la chute du Mur de Berlin et celles des ruptures intervenues dans les systèmes de production de financement et d'innovation partout dans le monde.
- ↘ Réévaluation des valeurs qui fondent le socialisme démocratique et du rôle de l'Etat social
- ↘ Restauration de la logique de l'intérêt général, du bien public et de l'Etat stratège industriel, financier
- ↘ Remise du politique sous le contrôle du citoyen.
- ↘ Consensus autour du réformisme par la rénovation ou la refondation
- ↘ Extension du capital social des individus par des approches transformatrices et redistributives plutôt que régulatrices et affirmatives.

## **Le socialisme au Sénégal**

Le socialisme a été introduit au Sénégal au début des années 60, alors qu'il avait acquis une influence universelle. La voie africaine du socialisme a été traduite en équation par Senghor : socialisme = coopération + communauté traditionnelle. Ces termes ayant un sens précis qui renvoie une forme d'organisation économique et sociale privilégiant le collectif sur l'individuel, le plan sur le marché.

La voie africaine du socialisme a été empruntée par le Sénégal pendant les années 60 et 80 avant de décliner sous la poussée néolibérale et sans doute d'une conception dogmatique de l'Etat, de l'économie et de la demande sociale.

### ***L'Etat social***

C'est ainsi que le Sénégal s'est doté d'une constitution sociale en son article premier "la République du Sénégal est laïque, démocratique et *sociale*. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens...". L'Etat social a été reconduit dans la nouvelle Constitution. Au nom de ce principe plusieurs biens publics ont pu être fournis et des acquis sociaux obtenus. Une politique sociale a été aussi définie et mise en œuvre avec des fortunes diverses. L'Etat socialiste a sans doute contribué au développement du Sénégal par une modernisation des structures économiques et sociales. Les Sénégalais ont appris ainsi à faire la différence entre le socialisme et le libéralisme et à apprécier leurs mérites respectifs. En témoignent les débats sur le rôle des coopératives (années 70 et 80) l'ajustement structurel et sa dimension sociale (années 80 et 90) la demande sociale (années 90 et 2000). Il n'empêche, la question de la place réelle du socialisme se pose depuis le début des années 80.

C'est qu'à force de bureaucratie et de répression, l'Etat socialiste a fini par dévoyer l'idée d'action collective. Il a, sans doute, contribué à déposséder les acteurs sociaux (administration, collectivités, syndicats, associations, ONG) de leur sens des responsabilités, ce qui explique la permanence du thème de la responsabilité dans les Plans nationaux. La vulnérabilité croissante des Sénégalais est consécutive au désengagement de l'Etat dans des conditions différentes de qui s'est passé dans les pays à forte tradition socialiste comme en Europe. En effet, à l'allégeance à l'ancienne puissance coloniale, s'est ajoutée l'allégeance aux IFIs qui favorisaient de façon tout à fait explicite le retrait des secteurs sociaux au sens large (éducation, santé, emploi, protection civile et sociale, habitat, justice, et multipliaient les obstacles à la fourniture de l'infrastructure essentielle (équipements collectifs, recherche technologique, promotion de la jeunesse, des femmes). Le recul de l'Etat, sans pour autant que leur prise en charge et/ou leur transfert à la sphère privée aient été préparés, a laissé des groupes de populations désorganisées et démunies. L'exemple du *Joola* et des intempéries climatiques montre l'ampleur des difficultés auxquelles elles ont pu être confrontées et par conséquent de ce qu'il est convenu d'appeler la "demande sociale d'Etat".

L'Etat a certes réagi en mettant, depuis 1998, les priorités sociales au centre de la politique finances publiques. Mais la perspective sectorielle, au cas par cas, adoptée avec la santé et l'éducation notamment a montré ses limites et explique pour une large part le changement de régime en 2000.

Depuis le retour de la croissance, à partir de 1995, le débat sur la demande sociale a tourné autour de l'adéquation du budget aux priorités de la politique sociale. Mais c'est seulement en 1999 que la question de la satisfaction de la demande a été inscrite dans l'agenda gouvernemental, à l'occasion du premier débat d'orientation budgétaire. Le IX<sup>o</sup> Plan d'orientations 1995-2001 avait fait du développement humain durable un de ces deux axes stratégiques. Il était attendu que le programme d'investissement et la politique budgétaire prennent en compte cette priorité dès 1995, pour faire face à la dégradation des conditions de vie, telle qu'elle apparaissait avec les résultats de l'enquêtes sur les priorités de cette année. Mais les termes du IX<sup>o</sup> Plan sont, à présent, dépassés, dans la mesure où les enquêtes sur le sur le profil de la pauvreté réalisée corrigent les chiffres à la hausse, de 30% à près de 55%, voire 70 % de la population vivant en dessous de seuil de pauvreté absolue. L'incapacité des Sénégalais - qui vivent pour l'essentiel du secteur agricole - à générer des revenus croissants reste le problème prioritaire pour le pays et demandent des mesures urgentes. L'ampleur de la dégradation des "infrastructures sociales", que la première enquête ESP avait déjà mis en évidence, confirme l'impérieuse nécessité de faire des dépenses publiques, un facteur de croissance et de considérer les dépenses sociales comme des investissements.

L'image pour le moins brouillée de l'Etat social sénégalais met en évidence la nécessité d'une réflexion prospective et stratégique. Cette réflexion devrait aider à

- ↳ clarifier et actualiser les finalités de l'Etat social et à définir les contours de la constitution sociale du Sénégal en mettant l'accent sur les droits à la sécurité humaine et sociale ;
- ↳ moderniser le dispositif de gestion de la politique de dépense et le rendre apte à maîtriser les risques sociaux sans tolérer l'exclusion à long terme ;
- ↳ valoriser les dépenses publiques en assimilant les dépenses sociales à un investissement pour la collectivité.

### ***La politique (de dépense) sociale***

Depuis l'indépendance, l'évolution budgétaire est déterminée par la recherche de ressources permettant de financer les plans et les politiques de développement, d'une autonomie financière et d'un équilibre entre les actions économiques et les actions sociales. C'est ainsi qu'ont été établis les grands secteurs de dépense dont l'analyse révèle un degré important de concentration. Les dépenses de l'administration générale et de l'action culturelle et sociale d'une part, les dépenses de personnel d'autre part concentrent respectivement près de 65% de et 56% du budget. Les fonctions d'administration générale regroupent les missions traditionnelles de l'Etat de sécurité interne et externe, de souveraineté internationale, d'ordre public, de justice, d'administration pour les premières tandis que les fonctions de l'action culturelle et sociale regroupent la recherche, l'enseignement, la jeunesse, les sports, les arts et lettres, le bien être, la santé et l'action sociale, et le tourisme.

Au cours de cette période, ont été mis en place aussi divers organismes de protection sociale, chargés du régime des travailleurs (CSS, IPRES, IPM) et des fonctionnaires (dont le FNR) ainsi que des organismes de promotion de l'habitat social et d'autres programmes de transferts et fonds de solidarité pour aider les populations victimes de calamités naturelles ou de catastrophes humanitaires notamment.

L'essentiel des dépenses de fonctionnement, en dehors des dépenses à caractère économique, est financé par les recettes intérieures. Jusqu'à l'adoption des critères de convergence en matière de finances publiques au sein de l'UEMOA qui fixe la contribution minimale des ressources internes aux financements des investissements à 20%, ce type de dépense était financé par des contributions des bailleurs de fonds.

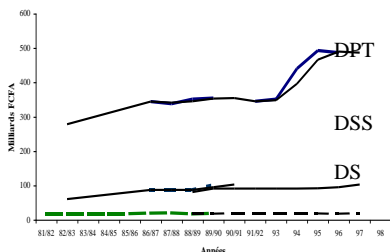
Les finances publiques sont entrées, au cours des années 80 et jusqu'au milieu des années 90, dans une crise sans précédent aux causes multiples. La baisse tendancielle de la production, la prolifération des activités informelles et la pression démographique ont créé un décalage entre les ambitions sociales du Sénégal et les possibilités financières réelles. Outre les facteurs socio-économiques, la priorité accordée aux contrôles de régularité a ouvert la porte au laxisme dans la gestion des dépenses, réduisant l'impact des dépenses et creusant les déficits budgétaires, en dépit de l'adoption de programmes d'ajustement dès 1981.

Les dépenses publiques affectées au secteur social ont connu d'amples variations, qui reflètent la difficulté du Sénégal à se conformer à sa constitution sociale et à traduire cette priorité politique en choix budgétaires.

Mis à part la remontée observable depuis 1994 pour les dépenses de santé et d'éducation grâce aux filets de sécurité sociale, la stagnation des postes de dépenses de services sociaux et communautaires a été continue sur toute la période. Malgré la reprise économique, la remise en cause de l'Etat social sénégalais est perceptible à travers les indicateurs sociaux, en dépit la baisse de l'indice de fécondité et de l'amélioration du taux brut de scolarisation et de la couverture sanitaire.

### Tendances d'évolution des dépenses publiques

L'évolution des dépenses sociales témoigne de ce que seule une nouvelle politique conciliant rigueur et gestion et une programmation pluriannuelle autour d'objectifs ciblés sont en mesure de les mettre à l'abri des à-coups conjoncturels, afin d'obtenir la masse critique pour soutenir et équilibrer la croissance.



Si les dépenses sociales ne sont pas le seul type de dépense publique à faire les frais de l'ajustement et des retournements de la conjoncture, elles ont toujours été les premières visées par les restrictions budgétaires. Les réductions des postes de dépenses touchent particulièrement les services sociaux et les dépenses d'infrastructure essentielles au "fonctionnement normal des individus" pour reprendre l'expression de A. Sen.

La politique d'ajustement, combinée à des faibles capacités de gestion des dépenses publiques a ainsi une large part de responsabilité dans la dégradation des conditions de vie au Sénégal, avec aujourd'hui plus de deux sénégalais sur trois qui vivent en dessous de seuil de pauvreté absolu, au risque d'entraîner le pays tout en entier dans la "trappe de la pauvreté".

La politique sociale, sommée de relever ces défis, doit être entièrement repensée, car elle manque encore de définition. Que ce soit en termes de priorités, de cibles et d'actions à mener, la politique sociale de l'État ne fait pas l'objet d'objectifs clairs, précis et affichés. Elle apparaît comme le résultat empirique d'une construction progressive, influencée par le contexte économique et social général - les politiques d'ajustement en particulier - et par les spécificités de chaque secteur ou domaine concerné. Pour l'instant, elle manque encore de définition. Que ce soit en termes de priorités, de cibles et d'actions à mener, la politique sociale de l'État ne fait pas l'objet d'objectifs clairs, précis et affichés.

## **L'alternance**

Si le problème de l'adéquation du budget de la nation aux priorités de la politique sociale n'a en fait jamais été résolu, celui de la préservation des acquis sociaux se pose de façon brûlante depuis une dizaine d'années. Le débat sur la libéralisation intégrale de l'économie et sur les grandes privatisations (foncier, services publics, éducation, santé, protection sociale, transports) depuis l'avènement de l'alternance et le positionnement du Sénégal à la pointe du NEPAD augure d'une remise en cause et de conflits sociaux durs. Le combat de l'opposition organisée autour du CPC n'est cependant pas structuré autour d'un projet socialiste visible puisqu'il s'agit d'une coalition hétéroclite, dont le seul point commun est le rejet du néolibéralisme incarné par le PDS. On attend toujours que soit définie une stratégie de conquête du pouvoir. On est encore loin de la formulation d'un projet de gouvernement assorti d'un cadre de politique sociale et d'un programme de dépense publique, sociale et locale. On attend toujours l'amorce d'une réflexion pour réinventer la gauche, à la suite de ce que certains qualifient de bouleversement, d'autres, d'épuisement ou encore de panne de la pensée socialiste.

## **Le Sénégal est au milieu du gué**

Le Sénégal se trouve aujourd'hui au carrefour de deux évolutions majeures :

### **1. De l'économie de traite au non système économique de l'informel**

L'épuisement complet du modèle de l'économie de traite et de sa manifestation tardive sous forme d'économie de rente sans qu'un autre système économique parvienne à émerger de ses décombres. La prolifération du secteur et des activités informelles faiblement productives sous l'effet de la baisse des revenus et de la libéralisation témoigne de ce que la destruction du modèle de l'économie de traite a débouché sur un son système économique plutôt complaisant à cause de la démission de l'Etat socialiste devant les injonctions des bailleurs de fonds et des puissances polarisantes (France, Europe...)

### **2. Du point d'entrée en Afrique de l'Ouest (station-service) au point de départ vers l'extérieur (Gorée des temps moderne) :**

L'explosion migratoire consécutive à l'ouverture des frontières et à la crise du monde rural transforme la physionomie de régions entières vidées de leur population active et dépendante des revenus des travailleurs immigrés, sans qu'un projet crédible d'aménagement et de mise en valeur régional parvienne à fixer les populations ou à faciliter leur retour. En l'absence d'un accompagnement de l'Etat (comme au Maroc) les TI sont enchâssées dans des réseaux socio-économiques et financiers qui favorisent le repli identitaire et religieux, lequel sous l'effet de libéralisme prôné par le régime de l'alternance et le rapprochement avec les Etats-Unis, favorise l'implantation du communautarisme à l'américaine qui vient se greffer au confrérisme islamique à la sénégalaise.

## **Quelques tendances lourdes**

1. L'explosion urbaine (jeune et ruralisation des villes)
2. La réduction de l'hinterland sénégalais au Sénégal utile (Cap Vert, Thiès Sine-Saloum)
3. le déclin de la mainmise de l'ex-puissance coloniale (diversification vers l'Afrique, l'Europe, l'Amérique, l'Asie et le Moyen Orient)
4. L'aggravation brutale des disparités individuelles et régionales (inégalités, pauvreté et nouvelles manifestations de l'exclusion sociale)
5. Dakar, les villes secondaires (touristiques et religieuses) et le reste du pays
6. Dégradation du potentiel agricole et industriel

## **Quelques tendances émergentes : incertitudes et risques**

7. L'échec du modèle socialiste d'Etat au profit d'un néo-libéralisme
8. La montée en puissance de la société civile
9. La poussée du séparatisme et du communautarisme extrémiste.
10. La faillite du système éducatif, agricole et urbain
11. La poussée migratoire
12. Des progrès réels dans la prise en compte de la parité hommes/femmes et des préoccupations des jeunes
13. Le durcissement de l'environnement international
14. La déliquescence de l'Etat et de l'administration publique
15. Le développement fulgurant des NTIC
16. La faiblesse de la vision, voire l'absence d'une pensée sociale (socialiste ou de gauche) face aux incertitudes, risques, enjeux et défis du XXIe siècle (ce qui n'est pas spécifique au Sénégal).

## **Scénarios du socialisme au Sénégal**

Pour des raisons à la fois historiques et structurelles qu'il serait long de développer, les acteurs politique sont confrontés à deux défis majeurs :

- la destruction du modèle de l'économie de traite débouchant sur un non-système économique ou tout au plus un système valorisant les activités informelles, la privatisation de l'Etat et des comportement de rentiers
- la réduction du *hinterland* ouest africain non compensée par l'émergence d'un pôle d'entraînement mondial et se traduisant plutôt par l'exode rural, l'émigration et l'extension des réseaux ethno-religieux

Face à ces défis, la stratégie mise en œuvre, dans le cadre de la réduction de la pauvreté peut sans doute contribuer à doubler le revenu par habitant à l'horizon 2015. Il serait hasardeux d'en espérer plus. Surtout le triplement de ce même revenu, condition indispensable pour sortir du camp des pays pauvres. Cela suppose que le Sénégal entre dans un nouveau de croissance du PIB, de l'ordre de 7 % pendant un quart de siècle, régime dont les hypothèses, les caractéristiques et les modalités restent à définir. Une question qui ne peut être tranché que par une réflexion sur les systèmes politiques futurs à la lumière du legs historique que constitue le socialisme seneghorien. D'où l'intérêt de la démarche prospective et de la construction de scénarios, qui présentent en outre la vertu d'être un facteur de baisse de tension, voire d'apaisement, dans la mesure où le futur reste encore le bien commun le mieux partagé au monde.

A partir de la situation politique du Sénégal en 2003, il est possible d'esquisser quatre scénarios dans lesquels devrait s'inscrire leur vision politique. Même s'ils n'ont pas tous le même degré de vraisemblance, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les acteurs politiques se retrouvent éclatés entre des courants qui se retrouvent dans chacun d'entre eux<sup>1</sup>.

- le repli identitaire sur l'îlot socialiste qui revendique la refondation et un retour aux sources du socialisme seneghorien ;
- la dissolution de la pensée socialiste dans une vision social-libérale confirmée par les choix du régime actuel, les appels à une majorité d'idées et la transhumance ;
- le renouvellement de la pensée socialiste par le réformisme du type radical (retour au marxisme) ;
- la rénovation de la pensée socialiste par l'anticipation et la prospective sociale

### **Un scénario de repli identitaire sur l'îlot socialiste**



Dans ce scénario, l'alternance libérale ouvre alors la voie à la mise en place d'une économie de marché, qui doit cependant compter avec des résidus de l'ancien système socialiste qui ont la vie dure, comme le centralisme bureaucratique et la mentalité de planification, le populisme, la rigidité administrative. Il doit aussi combattre des évolutions non souhaitables, qui se manifestent à travers une nouvelle nomenclature libérale et des pratiques mafieuses, promptes à proliférer en période de transition (trafic de faux billets de banque, blanchiment, transferts massifs de revenus à des quasi-privés).

L'opposition organisée, piégée par son positionnement et ses références idéologiques, s'apprête à vivre une longue traversée du désert. Les libéraux sont convaincus de garder le pouvoir pendant une génération, à condition de ne pas sombrer dans des luttes intestines. Les élections sont transformées en non-événement. Le pouvoir se transmet en dehors des instances légitimes de légitimation et de consécration. L'îlot socialiste en est réduit à gérer son déclin, entraînant dans sa chute inexorable, la gauche et l'opposition. Pour survivre, les plus lucides acceptent de mettre à contribution leur expérience dans la tâche de réhabilitation des infrastructures essentielles au fonctionnement du marché participer à la modernisation de l'administration et faciliter le dialogue social. Le Sénégal devient une démocratie de façade, sans alternative.

### **Un scénario de dissolution de la pensée socialiste dans le social-libéralisme ambiant**

Dans ce scénario, le régime libéral se heurte à d'énormes difficultés dans la mise en place de l'économie de marché, à la fois par manque d'expérience et d'expertise dans le contexte d'une conjoncture économique qui ne s'y prête pas (montée du protectionnisme, absence de règles du jeu claires, tant à l'échelle mondiale que régionale). Les performances économiques n'étant pas au rendez-vous, il se trouve dans l'obligation de reprendre à son compte les revendications des forces sociales. Ce qui se traduit par un coup d'arrêt dans la libéralisation et la privatisation de l'économie, la gestion corporatiste voire communautaire de la demande sociale sur fond de militantisme afro centriste à travers les thèmes du Nepad et de l'Union Africaine.

De nombreux socialistes et progressistes se retrouvent dans cette orientation et rejoignent la mouvance présidentielle autour d'une majorité d'idées, à la faveur d'une transhumance institutionnalisée. Un fort courant de gauche se constitue au sein du parti au pouvoir élargi. Ayant renoncé à toute tentative de prise du pouvoir autour d'un projet socialiste, les partis de l'opposition, ouverts à d'autres secteurs de la société civile parviennent à constituer une importante force de contribution et, à la faveur des élections législatives, à imposer une quasi-alternance au niveau du Parlement, confirmant l'image d'un Sénégal libéral mais optant pour une économie sociale de marché. L'essentiel du pouvoir exécutif reste aux mains des libéraux. Le Sénégal s'installe dans un système démocratique de façade tolérant des pseudo-alternances

### **Un scénario de rénovation de la pensée socialiste**

Selon ce scénario, l'alternance découle autant de l'échec du système socialiste à penser la modernité que de l'épuisement du modèle d'accumulation. La mauvaise conjoncture internationale et régionale accentue la crise du régime au pouvoir et favorise la prise de mesure d'urgence. Les conditions de changement de régime sont créées et la faveur d'une grande défaillance de l'Etat, des élections sont organisées qui marquent l'arrivée au pouvoir d'un fort courant rénovateur qui a pris le temps de se structurer et de se doter d'une vision à laquelle adhèrent la majorité des Sénégalais ainsi que d'un programme stratégique de gouvernement. Le Sénégal continue d'arpenter les terres de la social-démocratie.

### **Un scénario de radicalisation du socialisme**

Selon ce scénario, l'alternance résulterait de contradictions et de conflits inhérents à l'épuisement du modèle de l'économie de traite hérité du passé et de sa version tardive,

l'économie rentière. L'adoption des principes de l'économie de marché, sous l'influence de la vague néolibérale et de la mondialisation inégale, se traduit par des mutations désordonnées en l'absence d'une vision claire du pays et pousse les forces sociales à se rebeller et à combler le vide politique, encouragées par la montée des mouvements anti/alter mondialistes. L'opposition socialiste revient au pouvoir en s'appuyant sur un réformisme du type radical (retour au socialisme marxiste). Le Sénégal devient une dictature socialiste

Tableau 2 : Les scénarios : vue d'ensemble

	<b>Repli identitaire (Crise dépressive du socialisme d'Etat)</b>	<b>Social-libéralisme (teinté d'Afrocentrisme)</b>	<b>Socialisme renoué (3<sup>e</sup> voie ou le Blairisme)</b>	<b>Retour du marxisme (Socialisme altermondialiste)</b>
<b>Evolution politique</b>	Destruction brutale du bloc socialiste Pas d'alternance Pluralisme informel Libéralisme	Destruction progressive par noyautage Alternance parlementaire au mieux Démocratie libérale pluraliste	Purge du socialisme des éléments indésirables Alternance au sommet de l'exécutif Démocratie socialiste	Transition démocratique au cours d'un laps de temps où toutes les catastrophes sont possibles (transitions chaotiques) Socialisme marxiste
<b>Rôle de l'Etat</b>	Etat rétréci marchand	Etat régulateur des effets sociaux (juge de paix)	Etat stratège, agent du développement Anticipation et débat	Etat protecteur (contrepois aux logiques du marché)
<b>Architecture institutionnelle</b>	Système de gouvernance privée	Système de gouvernance économique Rôle important des groupes de pression	Système de gouvernance multi- niveaux Rôle important de la société civile	Système de gouvernance publique
<b>Transformation de l'économie</b>	Evolution rapide vers une société de marché (logique de réseaux) Privatisation de l'économie dans des conditions opaques Rôle croissant des initiés et des grands groupes industriels Grande corruption	Evolution rapide vers une économie sociale de marché (logique financière) Privatisation dans des conditions transparentes Rôle des initiés Corruption	Evolution vers une économie de marché organisé (Logique industrielle) privatisation sélective	Evolution vers une économie de marché (logique centralisée) renationalisation et corruption
<b>Modèle d'organisation</b>	Extension des filiales étrangères	Extension des PME et restructuration des vieilles entreprises	Forte expansion des PME et diffusion de l'innovation	Entreprises d'Etat
<b>Relations extérieures</b>	Nouvelles alliances internationales orientées secteur privé	Renforcement des alliances économiques inter-régionales et régionales (NEPAD et Union Africaine)	Renforcement des alliances inter- étatiques et avec les acteurs non gouvernementaux	Repli et reconstitution du bloc socialiste international

## Acteurs et visions

Le fait qu'au cours des trois prochaines années le Sénégal connaîtra un répit électoral ne signifie nullement que la conquête du pouvoir ne sera pas un enjeu et qu'il faille attendre 2006 pour arrêter une stratégie et un plan. Plusieurs signes fournissent suffisamment d'indications tendant à faire des prochaines élections un non-événement, soit par un changement de Président à court terme soit par l'installation irréversible du PDS au pouvoir pour 40 ans. Ces deux perspectives impensables montrent à quel point l'opposition est démunie.

C'est dire si des forces profondes et des facteurs de fonds sont à l'œuvre dont les analystes n'arrivent pas à cerner les contours et encore moins à prévoir les effets. L'impression de manque de visibilité dont se plaignent les agents économiques, les acteurs sociaux et politiques, coïncide avec l'absence d'une vision prospective du Sénégal, que ni Sénégal 2015, ni les promesses du NEPAD ne parviennent à combler. A la crainte d'un retour au socialisme d'Etat s'ajoute le doute sur les avantages réels d'un libéralisme d'Etat. Celui-ci est prôné par le nouveau régime sur la base de deux arguments complémentaires et mutuellement destructeurs. Le premier est relié à l'idée que la mondialisation néolibérale est devenue un processus irréversible et qu'il par conséquent inutile de s'y opposer. Le choix des sénégalais en faveur de l'alternance conduite par les libéraux vient confirmer l'échec de la voie africaine du socialisme et sa mise entre parenthèse pour longtemps. C'est ignorer que la transformation post-socialiste a en fait commencé bien avant l'alternance.

Ni au Sénégal, ni ailleurs en Afrique la preuve n'a été fournie que la privatisation de l'économie nationale sous couvert de bonne gouvernance et le libéralisme sous couvert de communautarisme, favorisent l'intégration dans le système mondial dont l'évolution se laisse difficilement interpréter.

La masse des moyens requis pour assurer la transformation du système économique, s'attaquer à la racine des problèmes de pauvreté, d'inégalités, d'exclusion, de baisse des revenus, de désintégration du tissu social est considérable. Seule un mécanisme de coordination inter-institutionnelle et partenariat stratégique entre acteurs peuvent en assurer le pilotage.

Au-delà des clichés sur *l'homo senegalensis* (c'est un jeune, une femme, ouvert sur le monde et tolérant) le peuple sénégalais est d'une grande hétérogénéité. Les diversités sont à la fois régionales, confessionnelles, ethniques, économiques, un rapport à l'Etat différent d'une communauté à l'autre.

L'apparition et la montée en puissance de la société civile est contemporaine de la crise des années 80 et 90. Certains acteurs ont pu émerger et s'ériger en porte-parole des populations et acquérir une relative légitimité. Légitimité d'autant plus grande que la représentation politique et le pouvoir sont durablement affecté par leur faillite respective devant les problèmes d'insécurité collective quand elle se traduit par la pauvreté, la vulnérabilité, une plus grande exposition aux catastrophes et chocs extérieures. Les entreprises, les ONG, les associations se développent en masse mais sur une base essentiellement familiale, clanique, communautaire, confessionnelle.

Un fait à souligner : tous ces acteurs s'inscrivent en rupture avec le modèle de socialisme sénégalais ainsi que ses variantes (bureaucratique, démocratique, libérale) mais paradoxalement ne cessent de se structurer en communautés avec des objectifs assez clairs : pratiquer le développement communautaire à la base, s'insérer dans les secteurs à forte valeur ajoutée et la distribution de biens de publics (eau, électricité, téléphone, éducation, santé,

transport) et soumettre l'Etat aux principes communautaires ( les ministres représentent les différentes communautés) en l'obligeant à choisir entre plusieurs visions.

- Vision d'une société sénégalaise homogène dans laquelle l'adhésion à des principes de bonne gouvernance prime sur les appartenances communautaires qui ne se réfèrent pas à ces principes. Avec comme avantages l'atténuation des conflits d'origine politiques et économiques et l'inconvénient d'un retour de l'Etat despote éclairé, qui cache mal l'Etat interventionniste avec maintien des alliances traditionnelles avec le clan francophone.
- Vision de sociétés sénégalaises encore largement agraire et différenciés par des appartenances à des identités bien affirmées qui gèrent par défaut des secteurs de l'économie et de la politique nationales. Cette vision consacre le triomphe de la pensée libérale dans le sillage de l'alternance et du basculement des alliances internationales au profit du camp anglo-américain.

Comment se positionnent les grands courants et partis politiques présents au Sénégal par rapport à ses deux visions :

PDS : voie médiane pour favoriser le développement du communautarisme et stimuler l'initiative privée avec le risque de cumuler les inconvénients : répression par l'allocation des ressources et condamner le secteur privé national à un rôle marginal avec à la clé la porte ouverte au spéculateurs, usuriers, réseaux occultes, faux privés.

PS : ancrage dans la refondation socialiste en faisant l'économie de la réflexion sur les enjeux sociaux et sociaux et en considérant que le fait d'être dans l'opposition est en soi suffisant pour disposer d'un projet refondateur qui se définit par opposition au projet néo-libéral alors qu'au pouvoir il a fait preuve d'immobilisme quand il ne l'a pas cautionné.

AFP : préconise un retour aux sources du socialisme senhorien sans toutefois en démontrer l'actualité de ce projet en encore expliquer en quoi il est différent de la voie médiane du PDS.

URD : préconise une rénovation réformiste et se propose de relever le défi de la réflexion prospective pour en valider le contenu, la méthode et le programme.

---

<sup>i</sup> Cet exercice a une base pratique, puisqu'il a été élaboré dans le cadre d'une contribution de l'auteur à un groupe d'experts indépendants mis sur pied au début de l'année 2003 par un des partis politiques sénégalais, soucieux de ne pas se limiter à une réflexion politique purement tactique.